



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay Meslay

Parçay-meslay, le 07/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUTO-CAST**

44 quai Bellevue  
37150 Bléré

Références : 2025 / 103  
Code AIOT : 0010000779

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement AUTO-CAST implanté 44, quai Bellevue 37150 Bléré. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suivi du chantier de dépollution

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTO-CAST
- 44, quai Bellevue 37150 Bléré
- Code AIOT : 0010000779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Ancienne fonderie

#### Contexte de l'inspection :

- Pollution

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre National Déchets, Terres et Sédiments	Code de l'environnement du 06/02/2025, article R.541-43II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Travaux	AP Complémentaire du 27/09/2012, article 2.1 alinéa 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registre National Déchets, Terres et Sédiments**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/02/2025, article R.541-43II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de

l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les évacuations de terres ont commencé et concernent actuellement des terres acceptables en installations de stockage de déchets inertes (ISDI).  Un maillage a été réalisé en fonction des exutoires : ISDI, ISDI+, ISDND/BIOCENRE ou ISDD.  Une maille impactée en HAP / HCT / cyanures, non préalablement identifiée, est en cours d'analyse afin de définir la filière de traitement adaptée.</p> <p><b>PdC 1 : L'exploitant veillera à renseigner le registre national des déchets terres et sédiments pour les différentes évacuations de terres et déchets pollués.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/09/2012, article 2.1 alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En revanche les travaux visant à caractériser la qualité des sols et des eaux souterraines sont autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chantier en cours porte sur la phase 1 (9000 m<sup>2</sup> sur les 27000 m<sup>2</sup> du site) et devrait être finalisé en mars/avril 2025. Le décapage de 50 cm de terres sur l'ensemble de la phase 1 est achevé et les terres regroupées en fonction de leur exutoire. Les travaux de désamiantage et de retrait du plomb sont achevés dans les 2 bâtiments. Des tests de venting ont été réalisés pour traiter la source de pollution aux solvants chlorés de la hall Lescuyer ; ces derniers sont concluants. Une zone impactée par des amas, probablement de goudron, a été découverte. Des analyses sont en cours pour caractériser l'impact (notamment en cyanures, HAP et hydrocarbures) en vue de pouvoir les évacuer vers la filière adaptée. <b>PdC 2 : un point à réception des résultats d'analyse sera fait.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours